

**Assemblée générale**

Distr. générale
1^{er} décembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 117 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007**Premier rapport sur l'exécution du budget-programme
pour l'exercice biennal 2006-2007****Rapport du Secrétaire général****Résumé*

Le présent rapport indique les ajustements à apporter aux crédits ouverts pour tenir compte des variations des paramètres du calcul initial, des dépenses imprévues et extraordinaires et des nouveaux mandats qu'il y a eu lieu d'examiner dans le cadre du présent rapport selon les arrangements approuvés par l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

Aux chapitres des dépenses, le montant révisé des ressources nécessaires s'élève à 3 911 200 000 dollars, soit 81,2 millions de dollars de plus que les crédits approuvés fin juillet 2006 comme suite à diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale à la reprise de sa soixantième session (et 112,3 millions de dollars de plus que les crédits initialement approuvés en décembre 2005). Aux chapitres des recettes, les montants prévus s'élèvent à 463,7 millions de dollars, soit une augmentation de 28,9 millions de dollars. Par conséquent, le montant net des crédits nécessaires s'élève au total à 3 447 400 000 dollars, soit une augmentation de 52,4 millions de dollars.

* Ce rapport est soumis à la présente date afin de pouvoir tenir compte des données les plus récentes.



I. Introduction

1. Le premier rapport sur l'exécution du budget-programme, qui est présenté pendant la première année de l'exercice biennal, a principalement pour objet de faire apparaître les ajustements requis par suite des fluctuations des taux d'inflation et des taux de change, ainsi que les modifications apportées aux coûts standard utilisés pour calculer le montant initial des crédits à ouvrir. Ce rapport est établi comme suite à une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹ que l'Assemblée générale a faite siennée à sa trente-deuxième session.

2. On a également tenu compte des nouveaux mandats approuvés par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité après l'adoption du budget-programme, des dépenses imprévues et extraordinaires qui n'ont pu être reportées à la deuxième année de l'exercice biennal ainsi que des décisions des organes délibérants qu'il y a lieu d'examiner dans le contexte du rapport sur l'exécution du budget-programme.

3. Les chiffres à partir desquels le montant net majoré de 3 447 400 000 dollars a été calculé sont récapitulés ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant initial des crédits ouverts^a</i>	<i>Prévisions révisées</i>	<i>Augmentation</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	3 829 916,2	3 911 163,0	81 246,8	2,1
Recettes	434 860,1	463 717,9	28 857,8	6,6
Montants nets	3 395 056,1	3 447 445,1	52 389,0	1,5

^a Voir résolutions 60/247 A et B, 60/281 et 60/283.

4. On trouvera ci-dessous dans les sections II.C à II.F l'explication des modifications des hypothèses de coût prises en compte aux fins du calcul du montant initial des crédits ouverts. Les tableaux et annexes ci-après indiquent non seulement ces hypothèses de coût, mais aussi les révisions proposées pour l'exercice biennal 2006-2007 et leurs incidences, par chapitre du budget, par lieu d'affectation et par principal objet de dépense :

a) Tableau 1. Taux de change et d'inflation utilisés pour déterminer le montant initial des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2006-2007, et taux proposés dans le présent rapport;

b) Tableau 2. Informations sur les coefficients d'ajustement ayant servi à déterminer les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur aux fins du calcul du montant initial des crédits à ouvrir, les coefficients effectifs fixés pour l'année 2006 par la Commission de la fonction publique internationale et les taux révisés proposés pour 2007;

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément n° 8 et rectificatif (A/32/8 et Corr.1)*.

c) Tableau 3. Taux de change (par rapport au dollar des États-Unis) effectivement utilisés pour les opérations de l'ONU dans les différents lieux d'affectation durant les 11 premiers mois de 2006;

d) Tableau 4. Données sur les ajustements au coût de la vie retenus pour déterminer le montant initial des crédits à ouvrir pour l'exercice biennal 2006-2007 en ce qui concerne les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées, les ajustements effectivement opérés en 2006 et les prévisions révisées pour 2007;

e) Annexe I.A. Modifications prévues des estimations budgétaires par chapitre : ventilation par facteur de variation;

f) Annexe I.B. Modifications prévues des estimations budgétaires par lieu d'affectation : ventilation par facteur de variation;

g) Annexe II. Montant estimatif des augmentations ou des diminutions des crédits requis, par chapitre du budget et par principal objet de dépense;

h) Annexe III. Montant estimatif des augmentations ou des diminutions des crédits requis pour les activités financées en commun et les mesures de sécurité interorganisations, ventilées par facteur de variation;

i) Annexe IV. État au 30 septembre 2006 des dépenses engagées au titre du budget ordinaire de l'exercice biennal 2006-2007.

II. Chapitres des dépenses

5. L'évolution des variables mentionnées ci-dessus devrait provoquer une augmentation de 81 246 800 dollars du montant des dépenses et porter celles-ci à 3 911 163 000 dollars pour l'exercice biennal. Ces chiffres se décomposent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Crédits initialement ouverts	3 798 912,5	Résolution 60/247 A de l'Assemblée générale
Crédits additionnels	26 443,3	Résolution 60/281 de l'Assemblée générale
Crédits additionnels	4 560,4	Résolution 60/283 de l'Assemblée générale
Budget-programme :	3 829 916,2	
a) Dépenses imprévues et extraordinaires	4 996,4	Dépenses concernant la paix et la sécurité, la Cour internationale de Justice et les mesures de sécurité interorganisations, conformément à la résolution 60/249
b) Décisions des organes directeurs	9 582,0	
c) Modifications des hypothèses budgétaires		
Modification des taux de change	55 135,8	Sur la base des taux de change utilisés pour les opérations de l'ONU
Modification des hypothèses concernant l'inflation	18 738,1	Sur la base des indices des prix à la consommation, des coefficients d'ajustement promulgués et des ajustements effectifs au coût de la vie

Ajustement des coûts salariaux standard	(7 210,6)	Sur la base des traitements effectivement versés, des dépenses communes de personnel et des contributions du personnel
d) Divers	35,1	Reclassement du poste de chef du Service des achats
Montant total révisé	3 911 163,0	

6. Au cours de la présente session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a établi, ou doit bientôt établir, des prévisions de dépenses révisées et des états des incidences sur le budget-programme des projets de résolution examinés par les grandes commissions. Les montants correspondants font l'objet d'autres documents que celui-ci mais ils seront révisés de manière à tenir compte des paramètres budgétaires que l'Assemblée générale approuvera lors de l'examen du présent rapport et, sous réserves des décisions de l'Assemblée, ils auront un effet sur le niveau général des crédits révisés.

A. Dépenses imprévues et extraordinaires (augmentation : 4 966 400 dollars)

7. Par sa résolution 60/249, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à contracter des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, étant entendu que cet assentiment ne serait pas nécessaire pour des engagements inférieurs à 8 millions de dollars par an dont le Secrétaire général aurait attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aurait attesté qu'ils ont trait aux dépenses visées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, ni pour les engagements, d'un montant total ne dépassant pas 1 million de dollars, dont le Secrétaire général aurait attesté qu'ils ont trait à des mesures de sécurité.

8. Des engagements d'un montant de 4 966 400 dollars ont été contractés en vertu de cette résolution, à savoir :

a) Engagements dont le Secrétaire général atteste qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité : 4 376 400 dollars;

b) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice atteste qu'ils ont trait à des dépenses imprévues de la Cour : 590 000 dollars.

9. Ces dépenses, qui concernent les chapitres 1, 3, 7 et 23 du budget-programme, sont indiquées ci-après.

1. Maintien de la paix et de la sécurité (4 376 400 dollars)

(En dollars des États-Unis)

Chapitre premier. Politique, direction et coordination d'ensemble

Conseiller spécial du Secrétaire général pour la paix et les questions d'orientation concernant ses bons offices	494 300
Conférence internationale de Rome sur le Liban, 25 et 26 juillet 2006	40 500

Conseiller spécial sur la situation au Moyen-Orient	250 400
Mission du Secrétaire général liée à la crise du Liban.	130 000
Total partiel	915 200
Chapitre 3. Affaires politiques	
Conseiller spécial du Secrétaire général sur le différend territorial entre la Guinée équatoriale et le Gabon	610 500
Mission d'évaluation des Nations Unies au Népal	65 400
Comité de suivi créé par l'Accord de Greentree concernant les modalités de retrait et de transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi	260 800
Envoyé spécial du Secrétaire général pour les zones tenues par l'Armée de résistance du Seigneur	198 100
Représentant personnel du Secrétaire général au Népal pour l'appui au processus de paix	1 255 700
Envoyé spécial du Secrétaire général en Gambie	50 500
Total partiel	2 441 000
Chapitre 23. Droits de l'homme	
Commission d'enquête spéciale indépendante pour le Timor-Leste	1 020 200
Total partiel	1 020 200
Total, maintien de la paix et de la sécurité	4 376 400

2. Dépenses imprévues de la Cour internationale de Justice (590 000 dollars)

Chapitre 7. Cour internationale de Justice (590 000 dollars)

10. En application des dispositions des sous-alinéa i) et iv) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 60/249 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2006-2007 et conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, des dépenses additionnelles ont été engagées en 2006 pour le paiement des pensions et des frais de voyage et de déménagement des juges qui prenaient leur retraite ainsi que les frais de voyage et de déménagement et l'indemnité d'installation des juges désignés pour les affaires suivantes :

(En dollars des États-Unis)

Désignation des juges ad hoc	
Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (<i>Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro</i>)	150 000
Affaire relative à Ahmadou Sadio Diallo (<i>Guinée c. République démocratique du Congo</i>)	30 000
Pensions, frais de voyage et de déménagement et indemnité d'installation des juges . .	410 000
Total	590 000

B. Décisions des organes directeurs (augmentation : 9 582 000 dollars)

1. Conseil des droits de l'homme (4 374 100 dollars)

Chapitre 2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences (4 064 500 dollars)

Chapitre 23. Droits de l'homme (264 200 dollars)

Chapitre 35. Contributions du personnel (45 400 dollars)

11. À sa 40^e séance, le 15 mars 2006, la Cinquième Commission a décidé d'informer l'Assemblée générale que si elle adoptait le projet de résolution A/60/L.48 intitulé « Conseil des droits de l'homme », il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 4 328 700 dollars (montant net) pour l'exercice biennal 2006-2007 (A/60/721, par. 4). L'Assemblée générale ayant adopté la résolution 60/251, par laquelle elle a décidé de créer le Conseil des droits de l'homme, l'ouverture des crédits correspondants est demandée au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (4 064 500 dollars), au chapitre 23 (Droits de l'homme) (264 200 dollars) et au chapitre 35 (Contributions du personnel) (45 400 dollars), ce dernier montant devant être compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

2. Locaux supplémentaires à usage de bureaux à Genève pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (5 207 900 dollars)

Chapitre 28E. Administration (Genève) (2 191 500 dollars)

Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (1 592 800 dollars)

Chapitre 33. Sûreté et sécurité (1 191 600 dollars)

Chapitre 35. Contributions du personnel (232 000 dollars)

12. Le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale des informations sur les arrangements proposés et les ressources correspondantes qui seraient requises concernant les locaux à usage de bureaux supplémentaires destinés au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, et a demandé à l'Assemblée d'approuver cette proposition (voir A/60/899). Ces arrangements avaient pour but de remédier à l'important déficit de locaux à usage de bureaux imputable en partie à la création de 73 postes pour le Haut-Commissariat à Genève pour l'exercice biennal 2006-2007, soit 71 postes approuvés par l'Assemblée dans sa résolution 60/246 et 2 postes supplémentaires approuvés par sa résolution 60/251 pour les services d'appui à fournir au Conseil des droits de l'homme.

13. Au paragraphe 10 de son rapport, le Secrétaire général résume les principales clauses du projet de contrat de bail qui serait conclu si l'Assemblée générale prenait une décision dans ce sens. Par sa décision 60/562, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses se répartissant comme suit : 2 191 500 dollars au chapitre 28E [Administration (Genève)]; 1 592 800 dollars au chapitre 32 (travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien); 1 191 600 dollars au chapitre 33 (Sûreté et sécurité); et 232 000 dollars au chapitre 35 (Contributions du personnel), ce dernier montant devant être compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes

(Recettes provenant des contributions du personnel). En application de la décision de l'Assemblée, le contrat de bail a été conclu conformément aux arrangements indiqués dans le rapport du Secrétaire général. En conséquence, il est proposé d'ouvrir aux chapitres susmentionnés du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 les montants demandés.

C. Fluctuations des taux de change (augmentation : 55 135 800 dollars)

14. Pour la réévaluation des coûts, on peut se fonder soit sur la moyenne des taux de change opérationnels appliqués depuis le début de l'exercice biennal (méthode de la moyenne), soit sur le taux de change en vigueur au moment de la réévaluation (taux de change le plus récent). On se rappellera que, dans son rapport sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé qu'aux fins de l'établissement du budget, les prévisions concernant les taux de change opérationnels soient fondées sur une moyenne plutôt que sur le dernier taux de change disponible². Le Secrétaire général avait indiqué qu'il n'était pas souhaitable de déterminer à l'avance s'il fallait utiliser la méthode consistant à établir une moyenne ou celle consistant à se fonder sur le dernier taux de change disponible pour la formulation du budget et la réévaluation des coûts, et qu'il faudrait en décider au moment de chaque réévaluation. Cette conclusion a été communiquée à l'Assemblée générale et approuvée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³, qui a estimé que le Secrétaire général devrait utiliser les taux de change qui permettraient l'estimation la plus basse. Dans le présent rapport sur l'exécution du budget, on a utilisé les taux de change appliqués pour les opérations de l'ONU de janvier à novembre 2006 et le taux appliqué en novembre pour les opérations à réaliser en décembre 2006. Pour 2007, on a appliqué pour chaque lieu d'affectation soit les taux de change opérationnels moyens enregistrés jusqu'à présent au cours de l'exercice biennal (méthode de la moyenne), soit le taux de novembre (taux de change le plus récent), de manière à obtenir l'estimation la plus basse pour chaque lieu d'affectation en ce qui concerne les ressources nécessaires en monnaie locale. Les ajustements à opérer en fonction de ce qui se sera passé effectivement en 2007 figureront dans le second rapport sur l'exécution du budget.

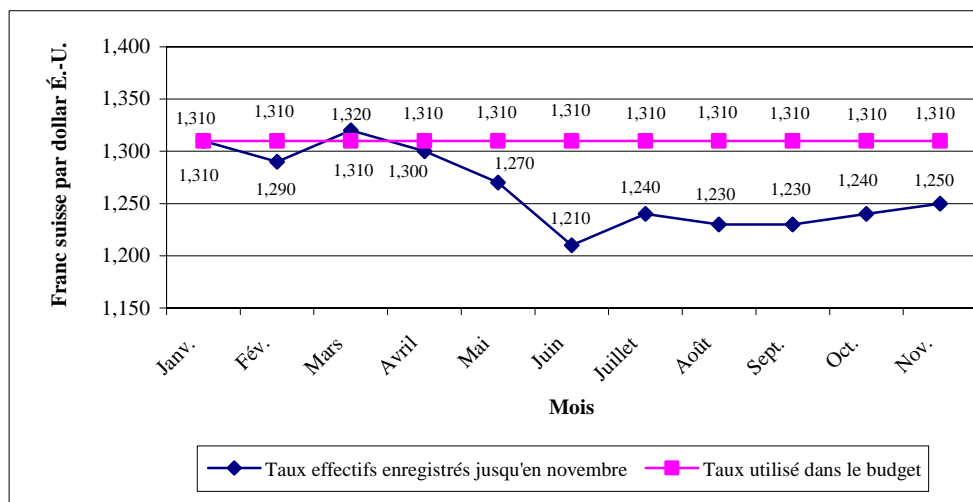
15. L'augmentation de 55,1 millions de dollars tient à ce que, d'une manière générale, le dollar des États-Unis s'est affaibli dans un certain nombre de cas depuis le début de l'année, si l'on compare les taux opérationnels appliqués à ceux utilisés pour le calcul des ouvertures de crédit initiales. Dans le cas du franc suisse, on a appliqué pour 2006 le taux moyen effectivement enregistré entre janvier et novembre, soit 1,262 franc suisse par dollar, alors que l'hypothèse retenue pour les ouvertures de crédit initiales était de 1,310 franc suisse par dollar. Pour 2007, le taux moyen de 1,262 enregistré en 2006 a été utilisé dans le rapport sur l'exécution du budget. Cette modification a entraîné une augmentation des ressources nécessaires de 27,8 millions de dollars. La figure 1 montre l'évolution du franc

² Ibid., cinquante et unième session, Supplément n° 5 (A/51/5), vol. I et rectificatif (A/51/5 et Corr.1), chap. II, par. 110.

³ Ibid., Supplément n° 7 (A/51/7/Add. 1 à 9), document A/51/7/Add.6, par. 5.

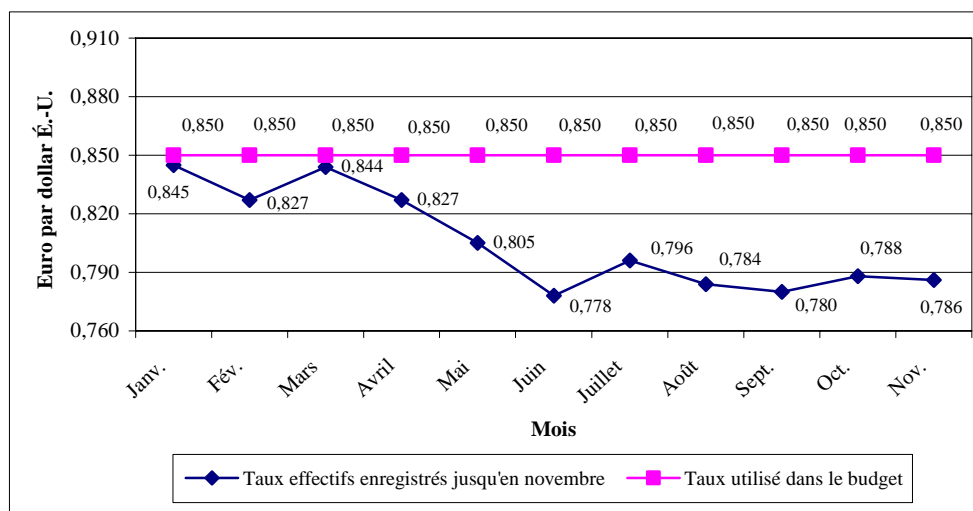
suisse par rapport au dollar au cours de la période allant de janvier à novembre 2006.

Figure 1
**Évolution du taux de change du franc suisse par rapport
au dollar des États-Unis, 2006**



16. En ce qui concerne l'euro, la moyenne des taux enregistrés en 2006 est de 0,804 euro par dollar, alors qu'on avait retenu l'hypothèse d'un taux de 0,850 pour les ouvertures de crédit initiales. Pour 2007, le taux moyen de 0,804 enregistré en 2006 a été utilisé aux fins du présent rapport sur l'exécution du budget. Il en ressort une augmentation de 9,3 millions de dollars. La figure 2 montre l'évolution de l'euro au cours de la période allant de janvier à novembre 2006.

Figure 2
**Évolution du taux de change de l'euro par rapport
au dollar des États-Unis, 2006**



17. Outre les ajustements requis pour le franc suisse et l'euro, l'évolution de certaines monnaies a entraîné des augmentations importantes des ressources nécessaires : 5,6 millions de dollars dans le cas du baht, 5,2 millions de dollars pour le peso chilien, 4,5 millions de dollars pour le shekel et 3,3 millions de dollars pour le shilling kényan; pour les autres monnaies confondues, une réduction nette d'environ 600 000 dollars est appliquée. On trouvera dans les tableaux 1 et 3 des précisions sur l'évolution des taux de change appliqués pour les opérations de l'ONU dans tous les lieux d'affectation. On y trouvera les taux de change effectifs pour les opérations de l'ONU jusqu'à fin novembre 2006, le taux retenu pour les ouvertures de crédit initiales et celui utilisé aux fins du présent rapport. Les ajustements à opérer en fonction des fluctuations des taux de change enregistrées en 2007 seront indiqués dans le second rapport sur l'exécution du budget.

D. Inflation (augmentation : 18 738 100 dollars)

18. Les tableaux 1, 2 et 4 tiennent compte des taux d'inflation révisés pour tous les objets de dépense. Ils sont fondés sur les coefficients d'ajustement qui ont été promulgués et sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation et l'évolution des ajustements au coût de la vie.

19. Les coefficients d'ajustement révisés utilisés dans le présent rapport tiennent compte des données actualisées concernant le coût de la vie, notamment des enquêtes intervilles qui ont été effectuées ou mises en application après l'approbation du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007, en décembre 2005. Les coefficients d'ajustement modifiés concernent Addis-Abeba, Genève et New York; les augmentations en résultant représentent respectivement 2,2 millions de dollars, 4,5 millions de dollars et 2,7 millions de dollars. Ces montants sont compensés en partie par une révision en baisse des coefficients d'ajustement s'élevant à 3,3 millions de dollars pour d'autres lieux d'affectation. Les coefficients d'ajustement applicables à la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur pour tous les lieux d'affectation sont indiqués au tableau 2. Le montant total des ressources nécessaires en raison des ajustements imputables à l'inflation pour cette catégorie, pour tous les lieux d'affectation, s'élève à 6 123 300 dollars.

20. Pour ce qui est des agents des services généraux et des catégories apparentées, les montants révisés reflètent le coût réel des ajustements au coût de la vie entrés en vigueur en 2006 et les prévisions pour 2007, fondées sur les informations les plus récentes. Le montant total des ressources nécessaires, soit 591 100 dollars, correspond aux ajustements indiqués au tableau 4 pour l'ensemble des lieux d'affectation.

21. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les taux révisés représentent principalement les ajustements opérés dans la plupart des lieux d'affectation. Un ajustement de 2,2 millions de dollars s'est révélé nécessaire en ce qui concerne les taux applicables pour Addis-Abeba, reflétant la pression inflationniste principalement imputable aux augmentations de prix enregistrées sur le marché local pour les combustibles. Un ajustement de 3 millions de dollars a par ailleurs été nécessaire concernant les dépenses au titre de la sécurité dans les bureaux extérieurs, ainsi que la part revenant à l'Organisation des Nations Unies du coût des activités en matière de sécurité financées en commun, qui est calculé sur la

base des parts en pourcentage actuellement attribuées aux organisations. L'augmentation nette (7 158 300 dollars) imputable à l'inflation concerne tous les objets de dépense autres que les postes pour tous les lieux d'affectation.

22. Le montant total des ouvertures de crédit supplémentaires découlant des pressions inflationnistes s'élève à 18 738 100 dollars, y compris les contributions du personnel, pour un montant de 4 865 400 dollars; celui-ci serait compensé par une augmentation équivalente des recettes provenant des contributions du personnel, au chapitre premier des recettes.

23. L'Assemblée générale est actuellement saisie pour examen d'un rapport du Secrétaire général sur les conditions d'emploi et la rémunération des membres de la Cour internationale de Justice, des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ainsi que des juges *ad litem* (A/61/554). Comme suite à la résolution 59/282 de l'Assemblée générale, ce rapport présente des propositions entraînant des augmentations pour les postes de dépense suivants : a) traitement annuel des juges; b) allocation spéciale versée au Président et Vice-Président lorsqu'il remplit les fonctions de président; c) indemnité pour frais d'études; d) prestations de retraite des anciens juges de la Cour internationale de Justice et des juges des deux Tribunaux internationaux. Les incidences financières correspondantes représenteraient, en ce qui concerne la Cour internationale de Justice, 552 100 dollars pour l'exercice biennal 2006-2007, comme indiqué au tableau 3 du même rapport. L'Assemblée devant se prononcer sur ces propositions durant la partie principale de sa soixante et unième session, les ressources supplémentaires éventuellement requises seraient prises en compte dans les ouvertures de crédit révisées pour l'exercice biennal 2006-2007.

E. Modifications à apporter aux coûts standard (diminution : 7 210 600 dollars)

24. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux coûts standard reflètent l'effet net des variations des coûts salariaux, des dépenses communes de personnel et des taux de contribution du personnel. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux coûts salariaux standard pour 2006 sont fondées sur les moyennes effectivement enregistrées jusqu'à présent pendant l'exercice biennal, par catégorie et par classe, pour chaque lieu d'affectation. Les projections pour 2007 sont fondées sur les tendances de 2006. La diminution nette de 2,9 millions de dollars tient au fait que les coûts moyens des salaires nets de base sont légèrement moins élevés que ce qui avait été prévu au moment de déterminer le montant initial des crédits à ouvrir.

25. Les dépenses communes de personnel sont budgétisées sur la base d'un pourcentage donné des traitements nets pour chaque lieu d'affectation. Elles ont trait aux indemnités et prestations, ainsi qu'aux frais liés à la nomination et à la mutation des fonctionnaires et à leur cessation de service, et sont calculées en fonction de l'évolution réelle des rémunérations versées dans tous les lieux d'affectation au cours de l'exercice biennal 2004-2005. Les recommandations de la Commission de la fonction publique internationale concernant la prime de risque et l'indemnité pour frais d'études ont été incorporées dans ces ajustements globaux conformément à la pratique établie en la matière. Une diminution nette de 4,3 millions de dollars au titre des dépenses communes de personnel est prévue en raison des ajustements apportés aux taux, dans tous les lieux d'affectation.

26. Les modifications indiquées ci-dessus comprennent des modifications des contributions du personnel entraînant une diminution des dépenses de 503 500 dollars, contrebalancée par une diminution équivalente des recettes provenant des contributions du personnel, prise en compte dans les modifications indiquées au chapitre premier des recettes.

F. Taux de vacance

27. L'Assemblée générale a approuvé des taux de vacance de 4,9 % et de 1,5 % pour les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et les postes d'agent des services généraux, respectivement, selon la méthodologie utilisée pour l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. En appliquant ces taux aux postes stables, ainsi que les taux prévus pour les nouveaux postes (50 % pour les postes d'administrateur et 35 % pour les postes d'agent des services généraux), on obtient aux fins du calcul du budget un taux de vacance de 6,7 % pour les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et de 1,6 % pour les postes d'agent des services généraux. Les taux moyens effectifs pour l'ensemble des lieux d'affectation ne seront connus qu'à la fin de l'exercice biennal, mais les taux constatés jusqu'à présent pour ces deux catégories sont de 6,9 % et de 3,6 %, respectivement. Si les taux de vacance effectivement constatés à ce jour sont légèrement supérieurs à ceux qui étaient prévus aux fins de l'établissement du budget, l'analyse des chiffres mensuels fait apparaître une tendance régulière à la baisse pour les deux catégories pendant l'année 2006. Pour les postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, les taux ont diminué progressivement, tombant de 7,6 % en janvier à 6,1 % en septembre. Il en a été de même pour les postes d'agent des services généraux, les taux étant passés de 3,9 % en janvier à 3,4 % en septembre. Vu cette tendance à la baisse et compte tenu de l'expérience des exercices biennaux précédents, on peut s'attendre à voir les taux effectifs diminuer encore pendant la deuxième année de l'exercice. Si tel était le cas, les taux de vacance globaux pour l'exercice biennal pourraient se révéler inférieurs à ceux qui avaient été prévus lors de l'établissement du budget. Il en résulterait une augmentation des dépenses au titre des postes dont le financement n'avait pas été prévu. Aucun ajustement n'est proposé dans le présent rapport au titre des vacances de poste; la situation continuera à être suivie de près et il en sera rendu compte dans le second rapport sur l'exécution du budget.

G. Questions diverses

28. On traitera ci-après de divers sujets, comme suite à des demandes formulées dans des résolutions de l'Assemblée générale, et de problèmes soulevés conformément aux pratiques et procédures établies.

Achats

29. Le Secrétaire général a indiqué qu'il comptait reclasser de D-1 à D-2 le poste de Chef du Service des achats et que le montant des crédits correspondants serait indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget (voir A/60/846/Add.5 et Corr.1). Il a expliqué que ce reclassement était nécessaire, le volume et la valeur élevée des activités d'achats actuelles, tout comme leur complexité, exigeant la compétence en matière d'administration et de gestion d'un directeur de la classe

D-2. Ce dernier sera responsable de la gestion stratégique des opérations d'achat de l'ONU et devra engager des consultations et participer à des négociations de haut niveau avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les entités privées compétentes, telles que vendeurs et fournisseurs. En conséquence, le présent rapport tient compte du reclassement de ce poste de D-1 à D-2 et des montants correspondants à prévoir au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) (28 900 dollars) et au chapitre 35 (Contributions du personnel) (6 200 dollars).

30. Il y a eu lieu également d'appeler l'attention sur le paragraphe 271 du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/60/727) où il est indiqué que, comme suite à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne (A/58/294), le secrétariat du Comité des marchés du Siège serait transféré du Bureau des services centraux d'appui au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion. Cette modification avait pour objet de mieux préserver l'indépendance du Comité et de son activité. Étant donné la décision qui a été prise d'approuver le recrutement de personnel temporaire au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour le Comité des marchés du Siège, au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, il est proposé, par souci de cohérence, de transférer de même les ressources prévues à cette fin au budget ordinaire du chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion). Le secrétariat du Comité des marchés du Siège, qui fournit aussi des services au Comité central de contrôle du matériel, se compose du Président (P-5), du Secrétaire (P-3) et de deux agents des services généraux (Autres classes) dont les postes sont inscrits au budget ordinaire. Le transfert de ces postes ainsi que des crédits afférents aux dépenses autres que pour les postes (heures supplémentaires, communications, entretien du matériel de bureau et fournitures) se traduit par un virement de 960 600 dollars du chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) du budget-programme de l'exercice 2006-2007.

Transfert de postes

31. Au paragraphe 14 de sa résolution 58/270, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'entreprendre, à titre expérimental, les transferts de postes qui seraient nécessaires pendant l'exercice biennal 2004-2005 afin de faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation dans la réalisation des programmes et activités qu'elle est chargée d'exécuter, conformément à certains principes qu'elle a énoncés dans le même paragraphe. En application du paragraphe 17 de la même résolution, un rapport d'ensemble sur l'état d'avancement de l'expérience ainsi que sur les enseignements tirés de celle-ci a été présenté à l'Assemblée générale en décembre 2005 (A/60/572/Add.3).

32. Au paragraphe 6 de sa résolution 60/246, l'Assemblée a décidé de poursuivre pendant la durée de l'exercice biennal 2006-2007 l'expérience qu'elle avait approuvée au paragraphe 14 de sa résolution 58/270, et prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante et unième session de la réalisation de cette expérience. Au paragraphe 8 de la même résolution, elle a prié le Secrétaire général de tirer parti de ces arrangements pour déterminer les postes disponibles qui peuvent être offerts pour répondre aux demandes de postes nouveaux visées aux paragraphes IV.2, IV.28 et IV.29 du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice

biennal 2006-2007⁴, ainsi qu'au paragraphe 5 du deuxième rapport du Comité consultatif sur le projet de budget-programme (A/60/7/Add.1). Ces postes nouveaux étaient 1 poste P-3 pour le Département des affaires économiques et sociales, 1 poste P-3 et 2 postes P-2 pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et 3 postes D-1 destinés à la direction des bureaux locaux du Bureau de l'Ombudsman (à Genève, Vienne et Nairobi).

33. Il n'y a pas eu de nouveaux transferts de postes entre chapitres du budget au cours de l'exercice biennal 2006-2007. Mais on a constaté que cinq postes transférés au cours de l'exercice biennal 2004-2005 auraient dû être pris en compte pour l'établissement du tableau d'effectifs initial pour l'exercice biennal 2006-2007 (voir A/60/572 et Add.3). Ces transferts avaient été effectués après l'établissement du projet de budget-programme pour 2006-2007. Pour qu'il soit dûment rendu compte dans les chapitres correspondants du budget de ces transferts, qui avaient précédemment été signalés dans le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 (voir A/60/572 et Add.3), on les indique dans le présent rapport. Comme il était dit précédemment (voir A/60/572/Add.3, par. 9 et annexe), il s'agissait des transferts suivants :

a) Un poste P-5 et un poste P-3 ont été transférés respectivement du secrétariat du Comité exécutif pour la paix et la sécurité (Département des affaires politiques) et de la Division des questions juridiques générales (Bureau des affaires juridiques) en vue de la constitution du secrétariat du Comité des politiques et de celui du Comité de gestion. Ces deux comités ont été créés en 2005 : le Comité des politiques concentre son attention sur les questions qui requièrent une orientation et des décisions d'importance stratégique et recense les problèmes nouveaux, tandis que le Comité de gestion s'occupe de la réforme de l'Organisation et des questions liées à la gestion;

b) Deux postes P-2 ont été transférés du Bureau des services centraux d'appui [Service de la coordination et de l'appui (Division de l'informatique) et Service des achats (Division de la gestion des installations et des services commerciaux)], pour renforcer la capacité de médiation de chacune des deux divisions de l'Afrique au Département des affaires politiques;

c) Un poste P-3 a été transféré du Bureau de la gestion des ressources humaines au Département de l'information, pour un éditeur du contenu de l'intranet, au sein d'un groupe dédié à la restructuration du site i-Seek.

34. Le Département de l'information est ainsi devenu responsable de l'édition du Secretariat News. Ces transferts sont récapitulés ci-après :

<i>Chapitre auquel le poste est transféré</i>	<i>P-5</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>Total</i>	<i>Chapitre d'où le poste est transféré</i>
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	1	–	–	1	3. Affaires politiques
	–	1	–	1	8. Affaires juridiques
3. Affaires politiques	–	–	2	2	28D. Bureau des services centraux d'appui

⁴ Ibid., soixantième session, Supplément n° 7 et rectificatif (A/60/7 et Corr.1).

<i>Chapitre auquel le poste est transféré</i>	<i>P-5</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	Total	<i>Chapitre d'où le poste est transféré</i>
27. Information	–	1	–	1	28C. Bureau de la gestion des ressources humaines
Total	1	2	2	5	

35. À la suite de ces transferts, les ressources affectées aux chapitres correspondants ont été ajustées comme suit (étant entendu que ces ajustements ont un résultat global nul) :

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Milliers de dollars É.U.</i>
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	640,6
3. Affaires politiques	49,3
8. Affaires juridiques	(264,9)
27. Information	264,9
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	(264,9)
28D. Bureau des services centraux d'appui	(425,0)
Total	–

36. Les postes dont il est question au paragraphe 8 de la résolution 60/246 ont été transférés quand c'était possible, conformément aux dispositions régissant cette expérience. Au paragraphe 14 g) de sa résolution 58/270, l'Assemblée générale avait précisé que les transferts d'un chapitre à l'autre ne seraient effectués qu'une fois que toutes les possibilités d'utilisation des ressources disponibles dans les chapitres du budget devant profiter du transfert auraient été épuisées. Des transferts internes ont donc été effectués dans le cadre des tableaux d'effectifs approuvés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Département des affaires économiques et sociales, le but étant d'assurer pendant l'exercice biennal en cours les fonctions et activités correspondantes. S'agissant des trois postes D-1 des bureaux locaux du Bureau de l'Ombudsman, on n'a pas pu trouver de postes de cette classe susceptibles d'être transférés, ni à partir du même chapitre du budget ni à partir d'autres chapitres. Si on a quelque possibilité d'assurer à titre temporaire l'appui nécessaire d'agents des services généraux, les taux de vacance de postes de classe D-1 sont largement inférieurs au taux moyen pour les postes d'administrateur – ce qui a fait obstacle à la création de ces bureaux locaux. Conformément à la résolution 60/283 de l'Assemblée générale où cette dernière demandait d'appliquer sans tarder le paragraphe 8 de sa résolution 60/246, ces arrangements devraient être examinés lors de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 et le cas échéant dans le cadre de l'examen en cours de l'administration de la justice aux Nations Unies.

37. Également dans sa résolution 60/283, l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 14 de sa résolution 58/270 et le paragraphe 7 de sa résolution 60/246, décidé que l'expérience ne se poursuivrait pas au-delà de l'exercice biennal en cours, et prié le Secrétaire général de lui faire rapport à sa soixante-deuxième session sur les résultats de l'expérience ainsi que sur les enseignements tirés qui

peuvent être appliqués à l'expérience nouvelle consistant à laisser au Secrétaire général une certaine marge de manœuvre dans l'exécution du budget. Un rapport final sur l'expérience de transferts de postes sera donc présenté à l'Assemblée à sa soixante-deuxième session.

Marge de manœuvre dans l'exécution du budget

38. Au paragraphe 6 de la section III de sa résolution 60/283, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à titre expérimental, à disposer d'une certaine marge de manœuvre dans l'exécution des budgets pour les exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009, pour engager des dépenses jusqu'à concurrence de 20 millions de dollars au cours de chaque exercice biennal au titre des affectations et des objets de dépense autres que les postes afin de faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation dans la réalisation des programmes et activités qu'elle est chargée d'exécuter. Aux paragraphes 7 et 8, elle a précisé les modalités financières et les principes de mise en œuvre de cette autorisation; au paragraphe 9 elle a prié le Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire du Comité consultatif, dans le contexte des rapports sur l'exécution du budget, un rapport sur l'utilisation de tous les engagements de dépenses faits au titre de l'expérience.

39. Depuis que l'Assemblée générale a décidé d'autoriser cette marge de manœuvre en juillet 2006, on s'est employé au Secrétariat à définir pour la définition des besoins en évolution des critères alignés sur les principes énoncés dans la résolution 60/283. Aucune dépense n'a encore été engagée dans le cadre de cette expérience. Des renseignements sur la mise en œuvre de cette autorisation seront communiqués à l'Assemblée dans le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal en cours.

Commission économique pour l'Europe

40. À sa session annuelle de février 2004, la Commission économique pour l'Europe a décidé de faire réaliser un rapport détaillé sur l'état de la CEE afin de déterminer les changements qu'il conviendrait d'apporter à son rôle, son mandat et ses fonctions compte tenu de l'évolution de l'architecture institutionnelle en Europe. En juillet 2005, se fondant sur une évaluation extérieure de l'état de la CEE publiée à la fin de juin, les États membres de la Commission ont décidé de lancer une négociation sur la réforme de la CEE. Un comité de négociation à composition non limitée a été constitué à cette fin et s'est réuni régulièrement du 20 septembre au 22 novembre 2005. Ses travaux ont été couronnés de succès, le Comité adoptant un programme de travail relatif à la réforme de la CEE basé sur les recommandations concernant son rôle, son mandat et ses fonctions avancées dans le rapport sur l'état de la CEE (décision E/ECE/1434/Rev.1).

41. Dans sa résolution 60/248, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction le plan de travail relatif à la réforme de la Commission économique pour l'Europe adopté par la Commission, décidé que la Commission appliquerait les mesures énoncées dans sa décision et prié le Secrétaire général de dégager les ressources nécessaires à cet effet au titre du chapitre 19 (Développement économique en Europe) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. Suivant les recommandations de la Commission, telles que les a approuvées par la suite le Conseil économique et social, le Secrétariat a révisé le programme de travail de la

Commission pour l'exercice biennal 2006-2007 et réaffecté les ressources approuvées pour cet exercice biennal entre les nouveaux sous-programmes. Des ajustements du programme étaient également proposés dans le rapport du Secrétaire général sur la révision des plans-programmes biennaux pour la période 2006-2007 (A/61/125), révision qui a été soumise au Comité du programme et de la coordination (CPC) à sa quarante-sixième session⁵. La réaffectation des ressources reste dans les limites des montants approuvés par l'Assemblée générale à sa soixantième session au chapitre 19 (Développement économique en Europe) du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007.

Commission économique pour l'Afrique

42. Le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale de révisions du plan-programme biennal relatives au programme 14 (Développement économique et social en Afrique), concernant notamment un nouveau sous-programme de statistiques (sous-programme 9) (voir *ibid.*). Cette révision procède de l'adoption de la résolution 844 (XXXIX) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) intitulée « Repositionner la Commission économique pour l'Afrique afin qu'elle réponde mieux aux priorités de l'Afrique » et en particulier de la déclaration ministérielle publiée à l'issue de la session de 2006 de la Commission/Conférence des ministres africains soulignant l'urgence qui s'attache à ce que la Commission renforce la capacité institutionnelle des pays d'Afrique à recueillir, compiler et exploiter des statistiques fiables afin d'améliorer la gestion économique. Du fait de cette révision, la réalisation escomptée a) et l'indicateur de succès b) ont été transférés du sous-programme 1 au nouveau sous-programme 9, ce que le CPC avait recommandé à l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session⁵. En outre, dans sa résolution 60/235, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et unième session un plan d'action complet pour le renforcement des bureaux sous-régionaux de la CEA, fondé sur les recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport sur l'inspection de la gestion du programme et des pratiques administratives de ces bureaux (A/60/120). Le Secrétaire général a en conséquence présenté un plan d'action complet (A/61/471) dans lequel il proposait le transfert de postes existants et indiqué que l'on s'efforcerait au cours de l'exercice biennal 2006-2007 de transférer des ressources non affectées à des postes aux bureaux sous-régionaux, la possibilité d'y affecter des postes supplémentaires devant être envisagée lors de la formulation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009.

43. Conformément à ce qu'avait recommandé le CPC au paragraphe 211 de son rapport⁵ sur les révisions au programme 14 et les propositions avancées par le Secrétaire général dans son plan d'action complet (A/61/471), le Secrétariat propose de modifier la répartition des ressources au chapitre 17 (Développement économique de l'Afrique) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007, dans les limites des montants approuvés à ce chapitre par l'Assemblée générale à sa soixantième session.

⁵ *Ibid.*, soixante et unième session, Supplément n° 16 (A/61/16).

II. Récapitulatif

44. Sur la base de ce qui est exposé dans le présent rapport, le montant révisé des ressources à prévoir pour l'exercice biennal 2006-2007 serait de 3 911 163 000 dollars.

III. Chapitres des recettes

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

45. Les changements exposés ci-dessus relativement aux chapitres de dépenses et ci-après relativement au chapitre 3 des recettes entraîneraient une augmentation de 8 895 800 dollars des recettes provenant des contributions du personnel.

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

46. L'augmentation de 20 774 400 dollars au chapitre 2 des recettes procède des effets combinés de l'augmentation de 298 100 dollars résultant de l'actualisation des coûts et de l'augmentation de 20 476 300 dollars des prévisions de recettes correspondant aux intérêts créditeurs pour l'exercice biennal 2006-2007. Cet ajustement important des intérêts créditeurs tient à l'effet combiné de la tendance continue à la hausse des taux d'intérêt depuis la fin de 2005, d'une augmentation des soldes moyens de trésorerie, et d'une modification des règles de répartition des intérêts créditeurs entre fonds du Siège.

Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public

47. La diminution de 812 400 dollars de recettes nettes tirées des services destinés au public résulte d'une augmentation estimative de 656 600 dollars des dépenses totales due à l'application de paramètres actualisés d'établissement des coûts, et d'une révision en baisse des recettes estimatives (155 800 dollars de moins). Les recettes estimatives ont été révisées en baisse parce qu'on ne pense pas vendre autant de publications qu'on l'avait d'abord prévu, baisse qui serait partiellement compensée par un accroissement des ventes de services aux visiteurs. On présente ici les révisions à apporter aux estimations de recettes, mais il faut dire aussi que l'expérience a montré jusqu'à présent que les dépenses sont inférieures aux prévisions du budget – il en sera tenu compte, et le fait sera indiqué dans le second rapport sur l'exécution du budget, selon les pratiques en usage.

48. Dans sa résolution 60/248, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de mettre en place un programme de visites guidées à l'Office des Nations Unies à Nairobi et d'indiquer le montant effectif des recettes et dépenses afférentes à ce programme dans les rapports sur l'exécution du budget. Des travaux de construction et des améliorations connexes à la sécurité étant en cours de réalisation dans le complexe des Nations Unies à Nairobi, les visites guidées n'ont pas encore commencé. On compte les entamer une fois ces travaux achevés.

Résumé

49. Sur la base de ce qui vient d'être exposé, les prévisions révisées de recettes pour l'exercice biennal 2006-2007 s'élèveraient à 463 717 900 dollars, comme résumé ci-après.

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Prévisions de recettes*</i>	<i>Changement prévu</i>	<i>Prévisions révisées</i>
Chapitre premier des recettes	409 239,7	8 895,8	418 135,5
Chapitre 2 des recettes	20 867,0	20 774,4	41 641,4
Chapitre 3 des recettes	4 753,4	(812,4)	3 941,0
Total	434 860,1	28 857,8	463 717,9

* Résolutions 60/247 B, 60/281 et 60/283.

IV. Suite à donner par l'Assemblée générale

50. L'Assemblée générale est priée de réviser les montants approuvés pour l'exercice biennal 2006-2007 selon ce qui est indiqué plus haut au paragraphe 44 et les prévisions de recettes correspondantes exposées plus haut au paragraphe 49.

Tableau 1

Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation retenus lors de l'ouverture de crédits initiale pour l'exercice biennal 2006-2007 et aux fins du présent rapport, par lieu d'affectation principal

<i>Lieu d'affectation principal (monnaie)</i>	<i>Taux de change</i>			<i>Taux d'inflation pour les objets de dépense autres que les postes (en pourcentage)</i>			
	<i>Crédits ouverts initialement</i>	<i>Rapport sur l'exécution du projet</i>		<i>Crédits ouverts initialement</i>		<i>Rapport sur l'exécution du budget</i>	
		<i>2006^a</i>	<i>2007^b</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Vienne (euros)	0,850	0,804	0,804	2,2	1,8	1,6	1,8
Santiago (pesos chiliens)	560,250	525,750	525,750	3,7	2,8	3,7	3,0
Addis-Abeba (birr)	8,680	8,698	8,700	5,0	5,5	10,5	8,0
UNMOGIP (roupies)	45,840	45,413	45,413	5,2	3,5	5,6	4,9
Beyrouth (livres libanaises)	1 500,833	1 504,750	1 512,000	3,0	3,0	7,0	3,0
Gaza/UNRWA/ONUST (nouveaux shekels)	4,690	4,472	4,472	2,2	1,9	2,2	2,0
Nairobi (shillings kényans)	76,141	72,743	72,743	7,0	5,5	10,5	8,0
Mexico (pesos mexicains)	10,927	10,904	10,904	3,7	3,6	3,4	3,8
La Haye (euros)	0,850	0,804	0,804	1,5	1,5	1,4	1,6
Bangkok (baht)	41,050	38,378	38,378	4,5	3,1	4,7	3,4
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,132	6,264	6,300	4,0	4,0	5,0	5,0
New York (dollars É.-U.)	1,000	1,000	1,000	3,5	2,8	3,7	3,2
Genève (francs suisses)	1,310	1,262	1,262	1,4	1,2	1,2	1,4
Centres d'information des Nations Unies ^c	1,000	1,000	1,000	3,5	2,8	3,7	3,2

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU, les taux effectifs ayant été utilisés jusqu'en novembre 2006 et le taux de novembre ayant servi pour décembre.

^b Sur la base des taux de change moyens effectifs utilisés de janvier à novembre 2006, le taux de novembre ayant été appliqué en décembre. Les taux de change moyens pour 2006 ont été utilisés sauf pour Addis-Abeba, Beyrouth et Port of Spain.

^c Effet global de l'inflation et des fluctuations monétaires.

Tableau 2

Coefficients d'ajustement appliqués à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2006 et 2007

(Base 100 = coefficient O)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Crédits ouverts initialement</i>		<i>Premier rapport sur l'exécution du budget</i>		<i>Coefficients effectifs en 2006</i>											
	2006	2007	2006 ^a	2007	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	139,6	142,1	150,8	149,0	140,4	143,2	140,6	147,7	155,0	156,0	152,9	155,0	155,7	154,2	154,6	154,6
Santiago	133,4	134,9	140,3	138,3	138,0	138,0	140,3	140,3	140,3	140,3	139,4	139,4	139,4	139,4	144,1	144,1
Addis-Abeba	139,3	141,0	144,5	144,1	142,9	142,9	142,9	142,9	142,9	142,9	144,6	144,6	144,6	144,6	149,0	149,0
UNMOGIP	125,9	127,9	130,7	130,1	129,5	129,5	129,9	129,9	129,9	129,9	128,7	128,7	131,8	131,8	134,6	134,6
Beyrouth	141,2	142,7	146,1	143,4	144,9	144,9	144,9	145,4	145,4	145,4	146,2	146,2	146,2	146,2	148,5	148,5
Gaza/UNRWA/ONUST	129,0	129,6	136,0	131,9	134,6	134,6	134,5	134,5	134,5	134,5	135,5	135,5	135,5	139,1	139,5	139,5
Nairobi	126,8	127,8	132,7	129,0	132,2	132,2	132,7	132,7	132,7	132,7	132,5	132,5	132,5	132,8	133,4	133,4
Mexico	135,0	137,0	139,5	137,2	139,0	139,5	140,0	140,0	140,0	140,0	137,6	137,6	137,6	137,6	142,7	142,7
La Haye	136,8	138,1	147,4	144,2	139,8	142,6	140,0	142,6	149,5	150,6	147,5	149,5	150,2	152,1	152,4	152,4
Bangkok	124,2	128,2	131,3	128,9	127,2	127,2	129,3	129,3	129,3	129,3	132,5	132,5	133,6	133,6	135,6	135,6
Port of Spain	134,7	137,0	138,4	137,2	137,6	137,6	137,0	137,0	137,0	137,0	138,5	138,5	138,5	138,5	141,7	141,7
New York	160,7	163,5	164,9	161,3	163,7	163,7	163,7	163,7	163,7	163,7	163,7	163,7	167,2	167,2	167,2	167,2
Bureaux chargés de la sécurité (terrain)	136,2	137,2	136,6	131,7	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6	136,6
Genève	155,1	155,7	166,8	161,4	159,0	161,2	157,9	162,2	171,8	173,1	169,3	170,6	170,6	169,3	168,1	168,1
Centres d'information des Nations Unies	142,1	143,3	143,1	138,2	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1	143,1

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'en novembre; pour décembre : coefficients prévus.

Tableau 3
**Taux de change de 2006 par rapport au dollar des États-Unis,
 par lieu d'affectation**

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Crédits ouverts initialement 2006-2007</i>	<i>Rapport sur l'exécution du budget</i>		<i>Variation (en pourcentage)</i>	
		<i>2006^a</i>	<i>2007^b</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Vienne	0,850	0,804	0,804	5,72	5,72
Santiago	560,250	525,750	525,750	6,56	6,56
Addis-Abeba	8,680	8,698	8,700	(0,21)	(0,23)
UNMOGIP	45,840	45,413	45,413	0,94	0,94
Beyrouth	1 500,833	1 504,750	1 512,000	(0,26)	(0,74)
Gaza/UNRWA/ONUST	4,690	4,472	4,472	4,87	4,87
Nairobi	76,141	72,743	72,743	4,67	4,67
Mexico	10,927	10,904	10,904	0,21	0,21
La Haye	0,850	0,804	0,804	5,72	5,72
Bangkok	41,050	38,378	38,378	6,96	6,96
Port of Spain	6,132	6,264	6,300	(2,11)	(2,67)
Genève	1,310	1,262	1,262	3,80	3,80

Abbreviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan;
 UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine
 dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs de janvier à novembre 2006,
 le taux de novembre ayant servi pour décembre.

^b Les taux de change moyens pour 2006 ont été utilisés sauf pour Addis-Abeba, Beyrouth et Port of Spain,
 pour lesquels le taux de novembre 2006 a été appliqué.

Taux de change mensuels pratiqués pour les opérations de l'ONU^a

<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	<i>Avril</i>	<i>Mai</i>	<i>Juin</i>	<i>Juillet</i>	<i>Août</i>	<i>Septembre</i>	<i>Octobre</i>	<i>Novembre</i>	<i>Décembre</i>
0,845	0,827	0,844	0,827	0,805	0,778	0,796	0,784	0,780	0,788	0,786	0,786
513,000	520,000	518,000	527,000	518,000	524,000	541,000	538,000	535,000	535,000	520,000	520,000
8,680	8,680	8,680	8,690	8,690	8,690	8,730	8,700	8,700	8,740	8,700	8,700
45,240	44,380	44,440	44,570	45,000	45,190	46,360	46,700	46,550	45,900	45,310	45,310
1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 501,000	1 499,000	1 499,000	1 499,000	1 512,000	1 511,000	1 509,000	1 512,000	1 512,000
4,600	4,580	4,650	4,660	4,550	4,470	4,480	4,410	4,390	4,310	4,280	4,280
73,950	72,510	73,100	72,510	71,610	71,870	73,470	73,920	73,080	73,000	71,950	71,950
10,690	10,500	10,500	10,930	10,950	11,290	11,440	10,910	10,950	11,110	10,790	10,790
0,845	0,827	0,844	0,827	0,805	0,778	0,796	0,784	0,780	0,788	0,786	0,786
40,840	40,840	39,250	38,880	37,650	38,120	38,120	37,950	37,580	37,520	36,890	36,890
6,260	6,260	6,260	6,310	6,150	6,280	6,280	6,270	6,250	6,250	6,300	6,300
1,310	1,290	1,320	1,300	1,270	1,210	1,240	1,230	1,230	1,240	1,250	1,250

Tableau 4
Évolution des traitements des agents des services généraux
en monnaie locale

(En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Année</i>	<i>Taux d'augmentation retenus pour l'ouverture de crédit initiale (année précédente = 100)</i>	<i>Taux ajustés utilisés dans le rapport sur l'exécution du budget</i>	<i>Augmentation (barème précédent = 100)</i>	
Vienne	2006	2,20	1,60	1 ^{er} avril	1,79
	2007	1,80	1,80		
Santiago	2006	3,70	3,70		
	2007	2,80	3,00		
Addis-Abeba	2006	5,00	10,50	1 ^{er} avril	1,60
	2007	5,50	8,00		
UNMOGIP	2006	5,20	5,60		
	2007	3,50	4,90		
Beyrouth	2006	3,00	7,00		
	2007	3,00	3,00		
Gaza, UNRWA, ONUST	2006	2,20	2,20	1 ^{er} février	5,70
	2007	1,90	2,00		
Nairobi	2006	7,00	10,50		
	2007	5,50	8,00		
Mexico	2006	3,70	3,40		
	2007	3,60	3,80		
La Haye	2006	1,50	1,40		
	2007	1,50	1,60		
Bangkok	2006	4,50	4,70	1 ^{er} août	6,00
	2007	3,10	3,40		
Port of Spain	2006	4,00	5,00		
	2007	4,00	5,00		
New York	2006	3,50	3,70		
	2007	2,80	3,20		
Bureaux chargés de la sécurité (terrain)	2006	3,50	3,70		
	2007	2,80	3,20		
Genève	2006	1,40	1,20	1 ^{er} janvier	1,46
	2007	1,20	1,40		
Centres d'information des Nations Unies	2006	3,50	3,70		
	2007	2,80	3,20		

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

Annexe I

Modifications prévues des estimations budgétaires pour l'exercice biennal 2006-2007

A. Par chapitre et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

re des dépenses	Crédits initialement ouverts pour 2006-2007 ^a	Modifications prévues							Total, modifications	Prévisions révisées
		Dépenses imprévues ou extraordinaires	Décisions des organes directeurs	Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Autres ^b			
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	74 959,1	915,2	–	320,4	372,5	(204,1)	640,6	2 044,6	77 003,7	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	586 776,2	–	4 064,5	9 450,6	3 713,7	(1 492,5)	–	15 736,3	602 512,5	
3. Affaires politiques	451 092,6	2 441,0	–	560,0	190,4	(220,5)	49,3	3 020,2	454 112,8	
4. Désarmement	20 381,1	–	–	101,5	59,8	(70,9)	–	90,4	20 471,5	
5. Opérations de maintien de la paix	94 091,0	–	–	2 196,6	245,6	137,4	–	2 579,6	96 670,6	
6. Utilisations pacifiques de l'espace	5 906,8	–	–	304,9	25,0	(61,0)	–	268,9	6 175,7	
7. Cour internationale de Justice	34 956,9	590,0	–	1 482,7	489,1	(733,7)	–	1 828,1	36 785,0	
8. Affaires juridiques	42 289,4	–	–	313,8	86,2	(271,5)	(264,9)	(136,4)	42 153,0	
9. Affaires économiques et sociales	157 930,9	–	–		404,8	(861,6)	–	(456,8)	157 474,1	
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	5 056,8	–	–		15,8	(19,9)	–	(4,1)	5 052,7	
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	10 791,9	–	–	(2,5)	74,3	(60,6)	–	11,2	10 803,1	
12. Commerce et développement	111 091,6	–	–	3 976,3	1 255,6	829,4	–	6 061,3	117 152,9	
13. Centre CNUCED/OMC du commerce international	25 915,8	–	–	985,7		–	–	985,7	26 901,5	
14. Environnement	11 977,1	–	–	483,1	(128,7)	(44,9)	–	309,5	12 286,6	
15. Établissements humains	17 864,5	–	–	719,6	(233,3)	(61,4)	–	424,9	18 289,4	
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	31 527,8	–	–	1 612,5	127,0	(428,9)	–	1 310,6	32 838,4	
17. Développement économique et social en Afrique	106 011,4	–	–	(181,2)	3 060,5	(1 486,5)	–	1 392,8	107 404,2	

re des dépenses	Crédits initialement ouverts pour 2006-2007 ^a	Modifications prévues							Prévisions révisées
		Dépenses imprévues ou extraordinaires	Décisions des organes directeurs	Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Autres ^b	Total, modifications	
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	71 858,1	–	–	4 421,9	(806,3)	(808,9)	–	2 806,7	74 664,8
19. Développement économique en Europe	54 176,7	–	–	1 971,3	640,4	321,6	–	2 933,3	57 110,0
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	94 630,4	–	–	4 198,8	(1 723,0)	73,9	–	2 549,7	97 180,1
21. Développement économique et social en Asie occidentale	53 416,9	–	–	(251,4)	1 269,0	1 890,1	–	2 907,7	56 324,6
22. Programme ordinaire de coopération technique	45 622,0	–	–	544,2	715,2	–	–	1 259,4	46 881,4
23. Droits de l’homme	83 088,4	1 020,2	264,2	2 477,9	848,0	310,4		4 920,7	88 009,1
24. Opérations de protection et d’assistance en faveur des réfugiés	64 645,2	–	–	2 396,3	15,0	(25,3)	–	2 386,0	67 031,2
25. Réfugiés de Palestine	35 184,8	–	–	1 591,1	(351,6)	307,0	–	1 546,5	36 731,3
26. Aide humanitaire	26 140,5	–	–	288,6	133,7	3,2	–	425,5	26 566,0
27. Information	177 302,5	–	–	371,7	97,9	814,8	264,9	1 549,3	178 851,8
28. Services de gestion et d’appui	19 053,2	–	–		38,4	(93,1)	960,6	905,9	19 959,1
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	33 085,4	–	–		59,2	(227,1)	–	(167,9)	32 917,5
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	63 345,5	–	–		145,7	(299,6)	(264,9)	(418,8)	62 926,7
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	247 011,9	–	–		615,2	(1 053,6)	(1 356,7)	(1 795,1)	245 216,8
28D. Bureau des services centraux d’appui	100 282,2	–	2 191,5	3 574,5	386,9	757,7	–	6 910,6	107 192,8
28E. Administration (Genève)	33 582,5	–	–	1 808,4	2,7	(96,2)	–	1 714,9	35 297,4
28F. Administration (Vienne)	18 878,6	–	–	775,3	(52,0)	43,3	–	766,6	19 645,2
28G. Administration (Nairobi)	31 330,1	–	–	498,1	59,4	(342,4)	–	215,1	31 545,2
29. Contrôle interne	11 602,8	–	–	73,5	(3 884,5)	7,4	–	(3 803,6)	7 799,2
30. Activités administratives financées en commun	92 798,0	–	–	520,7	160,2	–	–	680,9	93 478,9
31. Dépenses spéciales	74 841,3	–	1 592,8	1 260,6	837,3	–	–	3 690,7	78 532,0
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d’entretien	190 131,4	–	1 191,6	2 573,1	4 880,8	(3 239,1)	–	5 406,4	195 537,8
33. Sécurité et sécurité	13 954,1	–	–		26,8	–	–	26,8	13 980,9

<i>re des dépenses</i>	<i>Modifications prévues</i>								<i>Prévisions révisées</i>
	<i>Crédits initialement ouverts pour 2006-2007^a</i>	<i>Dépenses imprévues ou extraordinaires</i>	<i>Décisions des organes directeurs</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Ajustement des coûts standard</i>	<i>Autres^b</i>	Total, modifications	
34. Compte pour le développement	94 630,4	–	–	4 198,8	(1 723,0)	73,9	–	2 549,7	97 180,1
35. Contributions du personnel	405 332,8		277,4	3 717,2	4 865,4	(503,5)	6,2	8 362,7	413 695,5
Total	3 829 916,2	4 966,4	9 582,0	55 135,8	18 738,1	(7 210,6)	35,1	81 246,8	3 911 163,0

^a Résolutions 60/247 A, 60/281 et 60/283 de l'Assemblée générale.

^b Inclut les ajustements dont le détail figure aux paragraphes 28 à 43 du présent document.

B. Par lieu d'affectation et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Modifications prévues</i>								<i>Prévisions révisées</i>
	<i>Crédits initialement ouverts pour 2006-2007</i>	<i>Dépenses imprévues ou extraordinaires</i>	<i>Décisions des organes directeurs</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Ajustement des coûts standard</i>	<i>Autres^a</i>	<i>Total, modifications</i>	
New York	2 074 234,6	3 356,2	–	–	4 268,8	(11 982,5)	35,1	(4 322,4)	2 069 912,2
Genève	813 758,9	1 020,2	9 582,0	27 818,3	5 798,9	6 125,2	–	50 344,6	864 103,5
Vienne	151 734,6	–	–	7 767,8	1 419,8	(1 331,4)	–	7 856,2	159 590,8
Santiago	100 197,6	–	–	5 166,3	(2 109,0)	(78,0)	–	2 979,3	103 176,9
Addis-Abeba	143 171,6	–	–	(231,3)	4 394,9	(2 300,6)	–	1 863,0	145 034,6
Beyrouth	72 916,3	–	–	(315,8)	1 740,0	1 915,4	–	3 339,6	76 255,9
Nairobi	87 781,6	–	–	3 259,5	(119,0)	396,0	–	3 536,5	91 318,1
Bangkok	100 363,2	–	–	5 589,6	(176,6)	(849,6)	–	4 563,4	104 926,6
Autres	285 757,8	590,0	–	6 081,4	3 520,3	894,9	–	11 086,6	296 844,4
Total	3 829 916,2	4 966,4	9 582,0	55 135,8	18 738,1	(7 210,6)	35,1	81 246,8	3 911 163,0

^a Inclut les ajustements dont le détail figure aux paragraphes 28 à 43 du présent document.

Exercice biennal 2006-2007 : montant estimatif des augmentations ou des diminutions des crédits requis, par chapitre du budget et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre des dépenses</i>	<i>Traitements et dépenses communes de personnel</i>	<i>Voyages</i>	<i>Travaux d'imprimerie</i>	<i>Autres services contractuels</i>	<i>Frais généraux de fonctionnement</i>	<i>Fournitures, accessoires, mobilier et matériel</i>	<i>Divers</i>	<i>Augmentation (diminution) totale</i>
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	1 615,5	329,9	1,1	18,4	11,6	7,6	60,5	2 044,6
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	12 165,9	1,5	0,2	172,9	137,7	240,3	3 017,8	15 736,3
3. Affaires politiques	1 995,9	545,0	0,2	2,7	375,1	101,3	—	3 020,2
4. Désarmement	65,2	0,6	—	0,1	0,8	1,0	22,7	90,4
5. Opérations de maintien de la paix	2 298,7	12,0	—	0,1	198,7	70,1	—	2 579,6
6. Utilisations pacifiques de l'espace	227,9	0,6	1,6	0,9	3,0	2,5	32,4	268,9
7. Cour internationale de Justice	1 547,7	0,4	37,3	21,8	173,3	47,6	—	1 828,1
8. Affaires juridiques	(163,3)	(1,5)	8,7	3,1	5,2	9,8	1,6	(136,4)
9. Affaires économiques et sociales	(502,9)	22,5	2,5	4,6	10,3	3,2	3,0	(456,8)
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	(5,0)	0,5	0,1	—	0,2	0,1	—	(4,1)
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	7,6	1,4	0,9	0,6	0,3	0,4	—	11,2
12. Commerce et développement	5 791,7	6,0	11,1	—	91,2	96,1	65,2	6 061,3
13. Centre CNUCED/OMC du commerce international	—	—	—	—	—	—	985,7	985,7
14. Environnement	281,7	0,8	—	—	20,4	6,6	—	309,5
15. Établissements humains	349,1	0,7	7,8	0,8	45,1	21,4	—	424,9
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	1 193,3	6,8	38,8	18,8	24,6	25,5	2,8	1 310,6
17. Développement économique et social en Afrique	495,0	5,3	34,7	110,7	418,7	319,9	8,5	1 392,8
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	2 341,2	4,4	18,4	30,5	271,7	140,2	0,3	2 806,7
19. Développement économique en Europe	2 792,1	151,0	(45,0)	96,0	(5,6)	55,2	(110,4)	2 933,3
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 181,3	4,9	0,4	1,0	301,5	60,6	—	2 549,7

<i>Chapitre des dépenses</i>	<i>Traitements et dépenses communes de personnel</i>	<i>Voyages</i>	<i>Travaux d'imprimerie</i>	<i>Autres services contractuels</i>	<i>Frais généraux de fonctionnement</i>	<i>Fournitures, accessoires, mobilier et matériel</i>	<i>Divers</i>	<i>Augmentation (diminution) totale</i>
21. Développement économique et social en Asie occidentale	2 711,1	1,8	2,6	33,2	97,7	52,3	9,0	2 907,7
22. Programme ordinaire de coopération technique	1 165,1	18,4	–	0,2	4,2	3,0	68,5	1 259,4
23. Droits de l'homme	3 976,3	564,6	25,5	34,1	144,0	115,8	60,4	4 920,7
24. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	28,1	–	–	–	–	–	2 357,9	2 386,0
25. Réfugiés de Palestine	1 546,5	–	–	–	–	–	–	1 546,5
26. Aide humanitaire	368,6	3,5	0,6	8,7	13,5	3,0	27,6	425,5
27. Information	1 390,6	7,0	4,0	71,3	41,0	32,0	3,4	1 549,3
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	871,3	1,1	–	7,4	21,7	4,4	–	905,9
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	(176,9)	0,6	–	5,6	1,6	1,2	–	(167,9)
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	(502,3)	1,5	0,1	76,1	3,5	2,3	–	(418,8)
28D. Bureau des services centraux d'appui	(2 371,3)	2,1	0,2	82,0	446,1	39,3	6,5	(1 795,1)
28E. Administration (Genève)	3 694,6	0,2	–	228,4	2 065,5	810,1	111,8	6 910,6
28F. Administration (Vienne)	885,7	–	–	30,0	182,5	79,3	537,4	1 714,9
28G. Administration (Nairobi)	437,1	–	–	25,3	251,8	52,4	–	766,6
29. Contrôle interne	200,1	2,5	–	0,1	6,3	6,1	–	215,1
30. Activités administratives financées en commun	–	–	–	–	–	–	(3 803,6)	(3 803,6)
31. Dépenses spéciales	664,8	–	–	–	16,1	–	–	680,9
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	–	–	–	–	–	–	3 690,7	3 690,7
33. Sûreté et sécurité	2 227,0	4,9	0,1	94,4	57,1	204,3	2 818,6	5 406,4
34. Compte pour le développement	–	–	–	–	–	–	26,8	26,8
35. Contributions du personnel	8 362,7	–	–	–	–	–	–	8 362,7
Total	60 157,7	1 701,0	151,9	1 179,8	5 436,4	2 614,9	10 005,1	81 246,8

Annexe III

**Exercice biennal 2006-2007 : estimation des augmentations ou diminutions
des crédits requis pour les activités financées en commun et les mesures
de sécurité interorganisations (montants bruts), par facteur de variation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts pour 2006-2007</i>	<i>Modifications prévues</i>				Total, modifications	<i>Prévisions révisées</i>
		<i>Dépenses imprévues ou extraordinaires</i>	<i>Fluctuations monétaires</i>	<i>Inflation</i>	<i>Ajustement des coûts standard</i>		
Commission de la fonction publique internationale	16 211,3	–	–	36,8	(77,4)	(40,6)	16 170,7
Mesures de sécurité interorganisations	225 682,4	196,1	1 277,4	(1 637,2)	(3 998,9)	(4 162,6)	221 519,8
Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination	4 840,2	–	87,2	31,8	(13,1)	105,9	4 946,1
Corps commun d'inspection	10 511,1	–	366,1	127,7	217,3	711,1	11 222,2
Total	257 245,0	196,1	1 730,7	(1 440,9)	(3 872,1)	(3 386,2)	253 858,8

Annexe IV**Dépenses engagées au titre du budget ordinaire
pour l'exercice biennal 2006-2007
au 30 septembre 2006**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Crédits ouverts		3 829 916,2
Engagements non réglés	123 768,0	
Décaissements	1 308 740,8	
Total, dépenses		1 432 508,8
Solde non engagé		2 397 407,4